

# MALI

## La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit 2023



# Lettre du président



The year 2023 was a grim one for violence inflicted on health care. In 2022, the Safeguarding Health in Conflict Coalition identified the highest number of incidents since we began reporting. Yet in 2023 the number was 25% greater, exceeding 2,500.

The intensity of conflicts characterized by pervasive attacks on health care in recent years declined somewhat in 2023, including in Syria, Yemen, and the Tigray region of Ethiopia. As a result, it might also have been expected that the global trend of violence against health care would turn downward. Instead, from the first days of two new and catastrophic wars, one in Sudan and the other between Israel and Hamas, health care came under ferocious assault. In both conflicts warring parties killed health workers, attacked facilities, and destroyed health care systems. Meanwhile, attacks on health care in Myanmar and Ukraine continued at a relentless pace, in each case exceeding 1,000 since the start of the conflicts in 2021 and 2022, respectively. In many chronic conflicts, fighting forces continued to kidnap and kill health workers and loot health facilities.

At the same time, new and disturbing trends emerged. In Burkina Faso, Ethiopia, Gaza, Lebanon, Myanmar, Sudan, Syria, Ukraine, and Yemen combatants employed drones to attack health clinics, hospitals, and ambulances. In many conflicts, combatants violently entered hospitals or occupied them as sites from which to conduct military operations, leading to injuries to and the deaths of patients and staff. In many conflicts, the conduct of combatants revealed open contempt for their duty to protect civilians and health care under international humanitarian law (IHL). Israel, while purporting to abide by IHL, promoted a view of its obligations that, if accepted, would undermine the fundamental protections that IHL puts in place for civilians and health care in war.

The one consistent feature of the attacks was continued impunity for these crimes. For more than a decade, despite their repeated commitments, governments have failed to follow through on these commitments and reform their military practices, cease arms transfers to perpetrators, and bring those responsible for crimes to justice.

We need a new approach, starting with stronger leadership from UN agencies and governments willing to join with civil society and the health care community to take far more assertive action to end the scourge of violence against health care. Among other steps, they can press prosecutors domestically and internationally to bring cases of war crimes and crimes against humanity committed against health care, to develop political support for special tribunals to circumvent UN Security Council members' vetoes of referrals to the International Criminal Court, and restrict the sale of arms to forces that commit crimes.

There are some sources of hope. After years of lassitude, the World Health Organization has spoken forcefully against vicious assaults on health facilities and health workers. Civil society groups are exerting pressure to stop arms transfers to perpetrators of violence, while some militaries have launched initiatives to reduce civilian casualties in war. Leaders must build on these initiatives. Ending the suffering of millions of people depends on their doing so.



Len Rubenstein

*Président, La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC)*



[Rapport complet \(anglais\)](#) | [Recommandations](#) | [Méthodologie](#) | [Données](#)



## INCIDENTS SIGNALÉS ET PROBLÈMES LES PLUS SOUVENT RAPPORTÉS



41

INCIDENTS SIGNALÉS



29

SOIGNANT·E·S KIDNAPPÉ·E·S

↓ Source: 2023 MLI SHCC Health Care Data

### APERÇU

La Coalition de protection de la santé dans les conflits (SHCC) a identifié 41 incidents de violence contre les soignant·e·s ou d'obstruction à l'accès aux soins au Mali en 2023, contre 51 en 2022. Au cours de ces incidents, au moins 29 soignant·e·s ont été kidnappé·e·s. Cette note d'information s'appuie sur les [données 2023](#) de la SHCC concernant les soins de santé au Mali, disponibles sur le site de l'[Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

### CONTEXTE

En 2023, la situation a continué à se détériorer, parallèlement à l'intensification des conflits et de l'insécurité dans les régions de Gao et de Mopti, à la frontière nord-ouest du Burkina Faso (deux zones où les conflits armés s'intensifient), ainsi que dans le centre, à Tombouctou. La MINUSMA, force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, a été sommée de quitter le pays en juin, laissant les communautés de ces régions encore plus vulnérables alors que les combats se sont intensifiés à la fin de l'année.

Selon L'ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), une augmentation de 38 % des violences à l'encontre des civils a été observée en 2023 par rapport à l'année précédente, le nombre d'incidents demeurant élevé dans le nord du Mali. Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) et le groupe non-étatique de l'Etat islamique au Sahel (EIS), les forces armées maliennes (FAMA) et la société militaire privée Africa Corps affiliée à l'Etat russe (anciennement groupe Wagner) – qui a envoyé 1 000 mercenaires pour renforcer la junte – sont en conflit armé.<sup>1</sup> Toutes les parties ont été accusées de violations des droits humains et de violences à l'encontre des civils, et notamment d'attaques et de menaces contre les soins de santé.

Les besoins humanitaires restent importants, avec 32 % de la population ayant besoin d'aide humanitaire et de protection. L'accès à l'aide humanitaire a été complexe et l'exacerbation du conflit et du climat d'insécurité a restreint l'accès des communautés aux soins.

### VIOLENCES OU OBSTRUCTION À L'ACCÈS AUX SOINS EN 2023

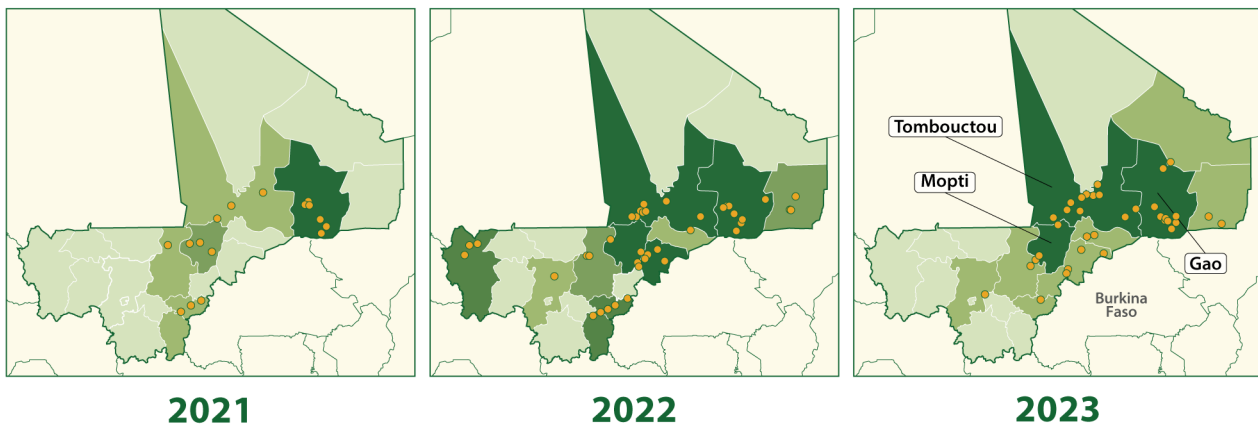
Les incidents de violences ou d'obstruction à l'accès aux soins ont été enregistrés sur toute l'année 2023 et sont répartis sur huit régions. Un grand nombre d'incidents ont encore été signalés dans les régions de



Gao, Mopti et à Tombouctou, dans la lignée d'une tendance qui reflète la concentration géographique des incidents survenus au cours des années précédentes dans la lignée d'une tendance qui reflète la concentration géographique des incidents survenus au cours des années précédentes. En 2023, des incidents ont également été signalés dans les régions de Kidal, Koulikoro, Menaka, Ségou et Sikasso.

## Zones des incidents signalés affectant l'accès aux soins au Mali, 2021-2023

Un grand nombre d'incidents a encore été signalé dans les régions de Gao, de Mopti et à Tombouctou, à la frontière nord-ouest du Burkina Faso.



Remarque : les limites sur les cartes reflètent les districts de 2023

Un grand nombre d'incidents a été attribué à des combattants armés du JNIM dans les huit régions concernées, à l'exception de Kidal, ce qui témoigne de la présence du groupe dans de vastes parties du pays. L'EIS a été identifié comme auteur à cinq reprises, un chiffre en hausse par rapport à trois incidents l'année précédente. Huit incidents ont été reliés à Africa Corps à Gao, Mopti et Tombouctou, contre deux en 2022. Cette nette augmentation indique une présence croissante dans les régions du Mali touchées par le conflit. Quatre des huit incidents impliquant Africa Corps se sont produit dans le cadre d'opérations conjointes avec FAMA, et un autre, avec le Groupe autodéfense touareg Imghad et Alliés (GATIA). C'est la première fois que la SHCC recense une attaque contre les soins de santé de la part de cette milice pro-gouvernementale basée à Gao. En janvier, le GATIA a causé la mort de deux agents de santé bénévoles de la communauté Idarfane lors d'une attaque contre des civils à Gao.<sup>2</sup> Les troupes FAMA ont arrêté un soignant-e et cinq autres civils à Kidal pour des raisons indéterminées et ont fouillé le domicile d'un soignant-e à Gao lors d'une large opération de sécurité.<sup>3</sup> Les auteurs des autres attaques restent inconnus.

Comme les années précédentes, la majeure partie des cas a touché des soignant-e-s qui travaillent dans des structures de santé nationales. Des ONG ont été directement concernées par deux incidents, les Nations Unies dans un cas et la Croix Rouge dans l'autre. La moitié des incidents se sont produit tandis que le personnel se rendait dans des zones éloignées pour y fournir des soins médicaux.

Comme les années précédentes, dans la majorité des cas, des soignant-e-s ont été kidnappé-e-s et tué-e-s. Des centres de santé ont été investis de force, incendiés et vandalisés par les FAMA, le JNIM et Africa Corps à Gao, Mopti et Tombouctou. Le chiffre exact était certainement plus élevé tout comme la gravité du problème, car de nombreux incidents ne sont pas signalés.



## Soignant·e·s kidnappé·e·s et tué·e·s

Au moins 29 soignant·e·s ont été kidnappé·e·s lors de 18 incidents en 2023, contre 26 à l'occasion de 11 incidents en 2022. La plupart des kidnappings ont été attribués à des combattants du JNIM et l'EIS a été responsables de deux incidents à Menaka.<sup>4</sup> Les kidnappings sont survenus alors que le personnel se rendait dans des zones éloignées pour y fournir des soins médicaux. Dans un cas, un·e soignant·e a été kidnappé·e à son domicile à Tombouctou.<sup>5</sup> L'ambulance ou le véhicule dans lequel le personnel de santé se déplaçait était souvent détourné et le personnel était par la suite relâché indemne. Parfois, des rançons étaient exigées en échange de leur liberté, ce qui indique que les soignant·e·s étaient ciblées pour leur richesse supposée. Sur les 29 victimes de kidnapping, douze ont été relâchées dans les 24 heures. Le sort des autres soignant·e·s reste inconnu.

Tout comme en 2022, six soignant·e·s ont été abattu·e·s lors de cinq incidents en 2023. Quatre, dont les deux agents de santé bénévoles à Gao précédemment mentionnés, un chauffeur d'ambulance, et le responsable d'un centre de santé, ont été tués dans des attaques impliquant Africa Corps.<sup>6</sup> Un·e infirmier·ère et le responsable d'un centre de santé ont été tués lors de deux attaques distinctes de l'EIS dans le cercle (subdivision administrative) d'Ansongo à Gao.<sup>7</sup>

## IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

Le Mali est aux prises avec de nombreuses difficultés en matière de santé, notamment des taux élevés de mortalité maternelle et infantile, d'autant plus aggravés par le conflit et l'insécurité qui perdurent. Selon une enquête du ministère malien de la Santé, environ 8,8 % de la population habite à plus de 15 kilomètres d'un centre de santé. L'accès aux soins est encore plus restreint dans les zones touchées par les conflits. Selon une sage-femme qui travaille dans un hôpital de la région de Mopti, les femmes viennent souvent accoucher à l'hôpital « en dernier recours », principalement en raison du trajet dangereux et difficile qui les séparent de l'hôpital dans les zones rurales. Des informations font état de patients ne parvenant pas à atteindre les hôpitaux sains et saufs. Les ambulances transportant des patients sont souvent retenues sur le chemin jusqu'à un hôpital, ce qui augmente le temps de trajet. En outre, certaines zones sont inaccessibles pour les soignant·e·s ou les ONG.

Le Mali est confronté à une pénurie chronique de soignant·e·s, avec une estimation d'un médecin pour 10 000 habitants. Les attaques à l'encontre des soignant·e·s ne font qu'aggraver cette pénurie et par conséquent, a conduit certaines zones à se retrouver sans suffisamment de personnel formé. En novembre 2023, Médecins Sans Frontières a été contrainte d'évacuer ses équipes dans deux villes de la région de Ségou car l'ONG était en incapacité de garantir la sécurité de son personnel. Après cette évacuation, aucun soin de santé n'était plus accessible dans la commune rurale de Nampalari.

*Le Mali est confronté à une pénurie chronique de soignant·e·s, avec une estimation d'un médecin pour 10 000 habitants.*

Certaines zones sous contrôle de groupes armés non-étatiques ont été sous blocus partiel ou total, y compris la ville de Tombouctou, assaillie par le JNIM en août. Les blocus ont empêché l'approvisionnement terrestre, fluvial ou aérien des articles de première nécessité ou des produits de base. La population de la



ville a été privée des services de base ; la ville et ses environs étaient presque inaccessibles, contraignant les ONG de la région à limiter leurs déplacements et leurs activités, causant des pénuries en médicaments, en matériel logistique et en carburant.

- 
- 1 Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) database attribution policy, consulté le 3 avril 2024.
  - 2 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 MLI SHCC Health Care Data. Incident 38119.
  - 3 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 MLI SHCC Health Care Data. Incidents 44897; 41598.
  - 4 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 MLI SHCC Health Care Data. Incidents 42170; 44871.
  - 5 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 MLI SHCC Health Care Data. Incident 39796.
  - 6 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 MLI SHCC Health Care Data. Incidents 38479; 42808.
  - 7 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incidents 41643; 42561.

# SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (*Safeguarding Health in Conflict* – SHCC) rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes.

[www.safeguarding-health.com](http://www.safeguarding-health.com)

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit  
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205  
SHCC administrator, [safeguardinghcc@gmail.com](mailto:safeguardinghcc@gmail.com)